

# ALGÉRIE

**Tableau 1**

	2020
Population (en millions)	43,9
PIB (en milliards de dollars courants)	147,7
PIB par habitant (en dollars courants)	3364,5
Taux de pauvreté (seuil national) <sup>a</sup>	5,5
Taux de pauvreté, seuil international (1,9 dollar) <sup>a</sup>	0,4
Taux de pauvreté, seuil des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars) <sup>a</sup>	3,7
Indice de Gini <sup>a</sup>	27,6
Taux de scolarisation dans le primaire (% brut) <sup>b</sup>	107,3
Espérance de vie à la naissance (années) <sup>b</sup>	76,9
Émissions totales de GES (mt COe)	212,1

Source : WDI, Macro Poverty Outlook and données officielles.

(a) Valeur la plus récente (2011)

(b) Valeur WDI la plus récente (2019)

L'économie algérienne connaît une reprise fragile soutenue par le rebond de la production, des exportations et des prix des hydrocarbures. Conjuguées au niveau élevé des prix du pétrole, les politiques continues de dépréciation du taux de change et de limitation des importations ont entraîné un assouplissement des besoins de financement budgétaires et extérieurs, ce qui a toutefois favorisé une hausse considérable de l'inflation. Dans un contexte d'incertitude économique persistante, l'accélération de la mise en œuvre du Plan d'action du gouvernement sera essentielle pour soutenir la reprise, sortir de la dépendance à l'égard des exportations d'hydrocarbures et rétablir les équilibres macroéconomiques tout en préservant les acquis sociaux.

## Faits marquants et défis

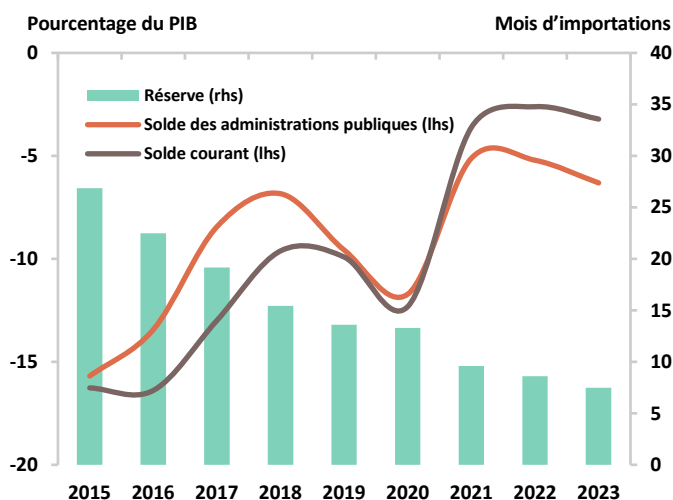
Les résultats économiques de l'Algérie ne cessent de se dégrader, en raison de la stagnation de la production d'hydrocarbures et d'un modèle éculé de croissance tirée par le secteur public. Le secteur pétrolier et gazier a régressé de 2,1 % par an depuis 2010 à cause du recul des investissements, la progression de la consommation intérieure provoquant une contraction plus marquée des volumes exportés. Combinée à la baisse des cours internationaux du pétrole, cette situation a donné lieu à un déficit courant et un déficit budgétaire global respectifs de 13 % et 11 % du PIB en moyenne depuis 2015. Il s'est ensuivi des phases consécutives de dévaluation de la monnaie et des politiques de compression des importations, et le pays a dû recourir au financement monétaire à grande échelle. Les dépenses publiques ont stagné en termes réels, les secteurs hors hydrocarbures ont ralenti, et le taux de croissance moyenne annuelle du PIB réel est tombé à 1,1 % pendant la période 2017-19, provoquant un recul du PIB par habitant. La transition vers un modèle de croissance tirée par le secteur privé s'avère difficile, car les entreprises privées demeurent petites, peu productives, essentiellement informelles et confrontées à un lourd fardeau réglementaire, à un accès limité au crédit et aux compétences ou à l'omniprésence d'entreprises publiques. En 2021, la montée en puissance des prix et de la demande d'hydrocarbures à l'échelle mondiale offre un soulagement temporaire à l'économie algérienne, ainsi qu'une opportunité pour le nouveau gouvernement d'engager des réformes structurelles im-

portantes. En septembre 2021, les autorités ont présenté un plan d'action actualisé qui ambitionne de faciliter la transition de l'économie vers un modèle de croissance durable et axée sur le secteur privé, ainsi que le rétablissement des équilibres macroéconomiques. Ce plan soutient la poursuite des réformes en matière de gestion des finances publiques et la rationalisation des dépenses, notamment en passant de subventions universelles coûteuses à un système ciblé, en vue de promouvoir l'équité sociale. Il plaide pour des améliorations transversales et substantielles du cadre de l'activité économique, y compris par la révision de la loi sur les investissements, ainsi que pour la restructuration et l'ouverture des banques et des entreprises publiques à l'actionnariat privé. Pour préserver les réserves qui s'amenuisent, il réaffirme l'engagement des pouvoirs publics à freiner les importations et à stimuler les exportations hors hydrocarbures.

## Évolutions récentes

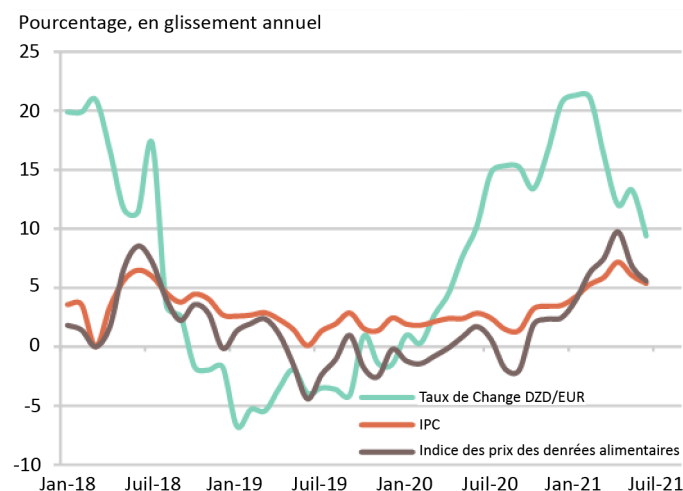
Après une contraction de 4,9 % en 2020, le PIB a amorcé une légère reprise au premier trimestre 2021, la forte poussée de la production de gaz naturel s'ajoutant au relèvement des quotas de production de pétrole brut de l'OPEP pour doper la production et les exportations d'hydrocarbures. Soutenu par la levée des mesures de confinement, le PIB hors hydrocarbures s'est timidement rapproché des niveaux du premier trimestre 2019, la reprise de l'activité dans les secteurs de la construction et de l'industrie dépassant les performances du secteur des services. Du côté de la demande, la consommation a repris plus vite que l'investissement, alors que les deux retrouvaient leurs niveaux d'avant la pandémie.

**FIGURE 1 Algérie / Le double déficit a considérablement diminué...**



Sources : Autorités algériennes et estimations des services de la Banque mondiale.

**FIGURE 2 Algérie / Mais les risques inflationnistes se matérialisent**



Sources : Autorités algériennes et estimations des services de la Banque mondiale.

En 2020, le déficit budgétaire global s'est légèrement creusé, pour atteindre 11,7 % du PIB. Les recettes pétrolières ont dégringolé et les recettes fiscales ont considérablement décliné, dans un contexte marqué par le ralentissement de l'activité et des importations, ainsi que par des reports d'impôt pour alléger l'impact de la crise sur les entreprises. Les dépenses courantes et l'aide aux banques publiques exposées aux entreprises publiques en difficulté ont considérablement augmenté, mais les dépenses globales ont néanmoins diminué, l'investissement public s'étant effondré. La dette publique est restée stable, les besoins de financement budgétaire étant couverts par les produits d'épargne du Trésor et la liquidité des entreprises publiques ; la dette publique officielle n'a pas été touchée. En 2021, le Trésor a recommencé à octroyer des financements par le biais de la Banque centrale, et les banques ont acquis de gros montants de titres du Trésor dans le cadre d'un programme de rachat de dettes, ce qui a entraîné une hausse du ratio d'endettement de l'État à 16 % au premier semestre 2021. Après une légère augmentation en 2020, les déficits courant et commercial ont nettement rétréci au premier semestre 2021, à la faveur de l'accroissement des exportations et des prix des hydrocarbures et d'une modeste reprise des importations, dont le volume était limité par des politiques continues de compression des importations et un taux de change peu favorable. Par conséquent, le rythme d'assèchement des réserves internationales a ralenti au premier semestre 2021, après que celles-ci ont atteint 13,3 mois

d'importations en fin 2020. Les efforts déployés pour limiter les importations ont toutefois entraîné la chute des importations d'équipements et de produits intermédiaires, ce qui a freiné les investissements et la reprise, et contribué à une nette accélération de l'inflation au premier semestre 2021.

## Perspectives

Une reprise fragile est attendue en 2021 et 2022, à la suite d'une légère embellie dans les secteurs hors hydrocarbures et d'un net rebond dans celui des hydrocarbures. Alors que ce dernier secteur reprend son déclin structurel, on s'attend à un ralentissement de la croissance du PIB. En dépit de l'accélération de la campagne de vaccination contre la COVID-19 (13 % des Algériens avaient reçu au moins une dose de vaccin au 12 septembre), la détérioration des chiffres de l'emploi et des recettes des entreprises va peser sur la consommation des ménages et l'investissement, tandis que la marge de manœuvre budgétaire limitée va freiner la reprise des investissements publics. La dépréciation continue du taux de change et la flambée des prix des hydrocarbures vont aider à contenir le déficit budgétaire global, l'accroissement des recettes des hydrocarbures compensant la hausse des dépenses publiques et la réalisation des passifs éventuels. Associés aux politiques de compression des importations, ces facteurs vont aussi aider à contenir le déficit courant. Le financement intérieur à travers la Banque centrale

et le secteur bancaire va augmenter la dette publique, dont les conditions resteront favorables. Une plus forte liquidité, des taux de change dépréciés et des importations de plus en plus rares continueront d'alimenter l'inflation qui, combinée au ralentissement de l'activité et de l'emploi, va détériorer les conditions de vie. Les ménages vulnérables, qui subissent déjà de manière disproportionnée l'impact négatif de la crise de COVID-19, seront plus gravement touchés.

L'évolution du marché mondial des hydrocarbures et l'état d'avancement des réformes structurelles intérieures conditionneront les perspectives économiques. Une baisse des prix et de la demande des hydrocarbures entraînerait une augmentation des besoins de financement budgétaires et extérieurs, et grèverait la disponibilité de liquidités et de crédits pour financer la reprise. Le manque de financements extérieurs impliquerait une nouvelle dépréciation du taux de change et le renforcement des restrictions à l'importation afin de préserver les réserves internationales, ce qui aggraverait la pénurie d'intrants et d'équipements importés, découragerait l'investissement et ferait grimper l'inflation. Certes, la production intérieure pourrait se substituer aux importations, contribuer à rétablir les équilibres macroéconomiques et contenir les tensions inflationnistes, mais de grandes incertitudes persistent autour de la mise en œuvre du Plan d'action du gouvernement, qui est essentiel au développement du secteur privé. Par conséquent, un ralentissement des réformes structurelles retarderait la reprise, empêcherait de s'engager sur la voie d'une croissance durable, et augmenterait le coût social des mesures d'urgence.

**TABLEAU 2 Algérie / Indicateurs macroéconomiques des perspectives**  
en matière de pauvreté

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2018	2019	2020	2021 e	2022 p	2023 p
<b>Croissance du PIB réel, aux prix constants du marché</b>	1,2	0,8	-4,9	3,9	1,8	1,6
Consommation privée	2,8	2,1	-2,9	2,2	2,1	2,0
Consommation des administrations publiques	2,3	1,9	-0,3	1,3	-2,4	-2,4
Formation brute de capital fixe	3,1	1,0	-5,0	3,5	1,7	2,6
Exportations, biens et services	-3,7	-7,2	-9,8	13,8	1,1	-0,5
Importations, biens et services	-3,6	-7,2	-16,0	8,7	-2,9	-2,6
<b>Croissance du PIB réel, aux prix constants des facteurs</b>	1,5	1,0	-4,6	3,9	1,8	1,6
Agriculture	3,5	2,7	1,6	1,6	1,5	1,4
Industrie	-2,6	-1,7	-7,3	7,1	1,5	1,0
Services	5,6	3,3	-3,4	1,5	2,2	2,2
<b>Inflation (indice des prix à la consommation)</b>	3,5	2,3	2,1	5,8	6,8	6,6
<b>Solde courant (% du PIB)</b>	-9,6	-9,9	-12,3	-3,8	-2,7	-3,4
<b>Solde budgétaire (% du PIB)</b>	-6,8	-9,6	-11,7	-5,3	-5,5	-6,6
<b>Dette (% du PIB)</b>	37,8	45,8	50,7	49,8	52,5	56,7
<b>Solde primaire (% du PIB)</b>	-6,3	-9,1	-10,8	-4,5	-4,7	-5,7
<b>Croissance des émissions de GES (mtCO<sub>2</sub>e)</b>	3,2	0,8	-3,9	5,5	3,0	2,5
<b>Émissions de GES liées à l'énergie (% du total)</b>	63,4	64,7	65,9	66,1	66,5	67,2

Source : Banque mondiale, Pôles Pauvreté et équité ainsi que Macroéconomie, commerce et investissement. Données sur les émissions tirées du CAIT et de l'OCDE.  
Note : e = estimation, p = prévision.